

21877 COMEU B  
21877 COMEU B

1	RK	Hw <sup>3</sup>														
	TR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENE.	R.D.	ADM.	S.A.			MMS					

DE : C.C.F. BRUXELLES - 31200 - LECTEUR OPTIQUE  
A : BUIFFAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 20:42 20-11-81 000059533 - 000060248

N.317517 - SG / BERL. 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 63 DU 20.11.81 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION  
-----

L'ACTUALITE COMMUNAUTAIRE DE CETTE SEMAINE A ETE DOMINEE PAR LA PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN DES 26/27 NOVEMBRE ET PARTICULIEREMENT DES DISCUSSIONS SUR LE MANDAT DU 30 MAI QUI CONSTITUERONT LA PIERRE ANGULAIRE DE CE SOMMET.

LES QUESTIONS SUR LE MANDAT AVAIENT ETE PREPAREES LE 14 NOVEMBRE A VILLERS-LE-TEMPLE LORS D'UNE REUNION SPECIALE DE LA COMMISSION ET LARGEMENT DEBATTUES MARDI 17 DANS LE PARLEMENT AVEC LA PARTICIPATION DE MM. THORN ET O KENNEDY.

LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DES 16/17 NOVEMBRE, CONSACRE ESSENTIELLEMENT AU MANDAT ET DESTINE A LA PREPARATION DU PROJET DE COMMUNIQUE POUR LE PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN, A CONFIRME QUE, SUR DE NOMBREUX POINTS IMPORTANTS, LES POSITIONS DES DELEGATIONS RESTENT ELOIGNEES LES UNES DES AUTRES. L'UNE DES PRINCIPALES DIFFICULTES APPARUES A CET EGARD, RESIDE DANS LA NECESSITE, AFFIRMEE PAR LA PLUPART DES DELEGATIONS, DE POURSUIVRE DE FACON CONCOMITANTE LA RECHERCHE DE SOLUTIONS SUR LES TROIS VOLETS DU RAPPORT DE LA COMMISSION (DEVELOPPEMENT DE POLITIQUES COMMUNAUTAIRES AUTRES QUE PAC, ADAPTATION DE LA PAC, PROBLEMES BUDGETAIRES) ET DANS LA CONSTATATION QU'UN ACCORD SUFFISANT N'A PU ETRE ATTEINT, A CE STADE, DANS LA FORMULATION DES ORIENTATIONS SUSCEPTIBLES DE PERMETTRE UNE RELANCE EQUILIBREE DE LA COMMUNAUTE. LE CONSEIL A ENCORE CONSACRE LE 19 UNE ULTIME SESSION A CETTE PREPARATION.

LORS DU DERNIER CONSEIL, DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE MANDAT LA DELEGATION HELLENIQUE A ANNONCE QUE LE PREMIER MINISTRE PAPANDRFOU PRESENTERA A LONDRES LA POSITION GENERALE DE SON GOUVERNEMENT SUR LE SUJET ET EXPOSERA LES DIFFICULTES ECONOMIQUES QUE CELUI-CI RENCONTRE DANS L'APPLICATION DES POLITIQUES COMMUNES.

OUTRE LES THEMES DE LA COOPERATION POLITIQUE, LE CONSEIL EUROPEEN DEVRAIT EGALEMENT DISCUTER DES THEMES SUIVANTS :

- UN PROJET DE DECLARATION POLITIQUE SUR LES NEGOCIATIONS D'ELARGISSEMENT ATTENDUE PAR L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL.
- LE RAPPORT ANNUEL DES MINISTRES DES A.E. ET DE LA COMMISSION SUR L'UNION EUROPEENNE AINSI QU'UN PROJET D' 'ACTE EUROPEEN' PROPOSE PAR LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ITALIEN,
- UNE COMMUNICATION DE LA COMMISSION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE,

Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global Communications

Global Communications  
Global Communications  
Global Communications  
Global Communications

- EVENTUELLEMENT, UN PROJET DE DECLARATION SUR LA RELANCE DES NEGOCIATIONS GLOBALES NORD/SUD.

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

-----

### 2.1 CONSEIL "AGRICULTURE" (16 NOVEMBRE)

-----

LES MINISTRES ONT PROCÉDÉ À UN PREMIER TOUR DE TABLE SUR LES ASPECTS AGRICOLES DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION DANS LE CADRE DU MANDAT DU 30 MAI. LES INTERVENTIONS, QUI ONT PORTÉ SURTOUT SUR LES DIVERS AMÉNAGEMENTS PROPOSÉS DE LA PAC ET LES LIGNES D'ACTION RELATIVES AUX RÉGIONS MÉDITERRANÉENNES, ONT EU UN CARACTÈRE ASSEZ PRÉLIMINAIRE QUI N'A PAS PERMIS À LA PRÉSIDENTE DE TIRER DES CONCLUSIONS BIEN DÉFINIES EN RAISON DE L'AMPLEUR DES DIVERGENCES CONSTATÉES.

### 2.2 ACIER : MESURES INTERNES

-----

LA COMMISSION A ADOPTÉ CERTAINES DISPOSITIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE EN 1982 DE MESURES SOCIALES EN FAVEUR DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR SIDÉRURGIQUE.

EN MATIÈRE DE PRIX, LA COMMISSION ÉVALUE À 57 ECUS PAR TONNE LES RELEVEMENTS DES PRIX DE VENTE DANS LA COMMUNAUTÉ À INTERVENIR EN 1982 AFIN DE NEUTRALISER LES HAUSSES DE COÛTS DE PRODUCTION (DE L'ORDRE DE 20 0/0 EN MOYENNE). ELLE SE PROPOSE TOUTEFOIS DE LIMITER À 41 ECUS EN MOYENNE LA HAUSSE À INTERVENIR AU 1ER JANVIER 1982.

LES DÉCISIONS SUR LES QUOTAS DE PRODUCTION ET LES TAUX D'ABATTEMENT POUR LE 1ER TRIMESTRE 1982 INTERVIENDRONT ULTÉRIEUREMENT.

CONCERNANT LES PLANS DE RESTRUCTURATION QUI ONT ÉTÉ SOUMIS PAR CINQ ÉTATS MEMBRES (R.U., F, I, B ET L), LES DISCUSSIONS BILATÉRALES SERONT REPRISÉES PROCHAINEMENT AVEC LES ÉTATS MEMBRES CONCERNÉS.

### 2.3 PRIX DE L'ÉNERGIE DANS LA COMMUNAUTÉ

-----

LE CRP A ARRÊTÉ UN PROJET DE CONCLUSIONS DU CONSEIL SOULIGNANT L'IMPORTANCE DES POLITIQUES DE PRIX DE L'ÉNERGIE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE ET LA NECESSITÉ DU RESPECT PAR LES ÉTATS MEMBRES DES PRINCIPES APPROUVÉS PAR LE CONSEIL EN JUIN 1980 REPRÉSENTATIVITÉ DU MARCHÉ, COÛT DE REMPLACEMENT ET TRANSPARENCE.

LE CONSEIL DÉVELOPPE LES IMPLICATIONS DU CONCEPT DE VÉRITÉ DES PRIX EN INDIQUANT NOTAMMENT QUE DES DIFFÉRENCES DE POLITIQUE DE PRIX CONDUISANT À DES ÉCARTS NON JUSTIFIÉS DEVRAIENT ÊTRE MISES EN ÉVIDENCE ET PROGRESSIVEMENT RÉDUITES.

LE CONSEIL POURSUIT, DANS CETTE DÉCLARATION, LA MISE EN ŒUVRE DE CES PRINCIPES ET INVITE LE CRP À LUI SOUMETTRE AVANT LA FIN FÉVRIER 1982 DES PROPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES, NOTAMMENT QUANT AUX OBJECTIFS DE TRANSPARENCE ET DE COHÉRENCE.

### 3. RELATIONS EXTERIEURES

#### 3.1 CHINE

LA 3EME REUNION DE LA COMMISSION MIXTE S'EST TENUE A PEKIN LES 12/13 NOVEMBRE.

LA PARTIE CHINOISE A EXPRIME SA SATISFACTION DEVANT LES RESULTATS DE LA "EC - CHINA BUSINESS WEEK" ORGANISEE A BRUXELLES CE PRINTEMPS PAR LA COMMISSION ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS. (CELLE-CI AVAIT REUNI 700 RESPONSABLES EUROPEENS ET UNE DELEGATION CHINOISE DE 100 PERSONNES CONDUITE PAR LE VICE-PREMIER MINISTRE GU MU)

LA COMMISSION A SOULIGNE LA BAISSSE DE LA PART DE LA CE DANS LES IMPORTATIONS CHINOISES (12 O/O ATTENDUS EN 1981 CONTRE 18 O/O EN 1979) ALORS QUE LES EXPORTATIONS CHINOISES DE PRODUITS MANUFACTURES VERS LA CE (PRINCIPAL IMPORTATEUR) NE CESSENT DE S'ACCROITRE.

UNE SERIE DE MESURES ONT ETE RETENUES EN VUE DE FAVORISER LES ECHANGES CE-CHINE. EN PARTICULIER, LA COMMISSION SOUMETTRA AU CONSEIL DES SUGGESTIONS DE MESURES PROPRES A AMELIORER LES FACILITES D'ACCES AU MARCHE CHINOIS POUR LES PRODUITS EUROPEENS.

#### 3.2 TURQUIE

A LA LUMIERE DES ECHANGES DE VUES ENTRE LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, NOTAMMENT DE M. GENSCHER RETOUR D'ANKARA, AU COURS DU CONSEIL DES 16/17 NOVEMBRE ET A LA SUITE DE L'ENTRETIEN ENTRE LE PRESIDENT THORN ET M. TURKMEN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE TURQUIE, LA COMMISSION CONSTATE QUE LES CIRCONSTANCES ACTUELLES NE PERMETTENT PAS DE REPRENDRE LES DELIBERATIONS SUR LE 4EME PROTOCOLE FINANCIER.

#### 3.3 TCHAD

DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE, LES MINISTRES ONT ADOPTE UNE DECLARATION QUI PREND NOTE DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION AU TCHAD ET NOTAMMENT DU RETRAIT DES FORCES LIBYENNES ET DU DEPLOIEMENT RAPIDE D'UNE FORCE DE PAIX AFRICAINE.

PAR AILLEURS, LES DIX EXAMINENT LA POSSIBILITE D'UNE ACTION COORDONNEE D'AIDE D'URGENCE AU TCHAD. UNE MISSION EXPLORATOIRE DOIT SE RENDRE INCESSAMMENT A DJAMENA.

#### 3.4 ASSISTANCE AUX REFUGIES PALESTINIENS

LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL DE RECONDUIRE L'ASSISTANCE ACCORDEE A L'UNRWA A CE TITRE. LA COMMUNAUTE APPORTERAIT AUX REFUGIES PALESTINIENS UNE AIDE ALIMENTAIRE ET FINANCIERE ESTIMEE A 22 MILLIONS D'ECUS POUR 1981, DES PROGRAMMES ANALOGUES DEVANT ETRE REALISES EGALEMENT EN 1982 ET 1983.

#### 3.5 SUCRE ACP

LE DEBAT DANS LE CONSEIL "AGRICULTURE" DU 16 NOVEMBRE SUR LE PRIX GARANTI POUR LA CAMPAGNE EN COURS N'A PAS APPORTE D'ELEMENT NOUVEAU.

Global Communications

Global Communications

LE 18, LE CRP E. CONVENU DE CE QUE CERTAIN ASPECTS TECHNIQUES DU DOSSIER SERONT EXAMINES PAR LE CSA SUR BASE DE NOUVELLES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ET QUE LE CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" DES 7/8 DECEMBRE SERA SAISI DE L'ENSEMBLE DE LA QUESTION.

### 3.6 NEGOCIATIONS TEXTILES

-----

LE CONSEIL DU 17 NOVEMBRE A COMPLETE LES DIRECTIVES PERMETTANT A LA COMMISSION DE PARTICIPER AUX NEGOCIATIONS SUR LE RENOUELEMENT DE L'AMF QUI ONT REPRIS A GENEVE LE 18 NOVEMBRE. CES DIRECTIVES CONCERNENT NOTAMMENT :

- L'INTRODUCTION DANS L'AMF D'UN MECANISME (SURGER CLAUSE) PERMETTANT D'EVITER UN ACCROISSEMENT BRUSQUE DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS QUI N'ONT PAS UTILISE ENTIEREMENT LEUR QUOTA,
- UNE REDUCTION D'ACCES POUR LES QUATRE FOURNISSEURS DOMINANTS (MACAO, HONG-KONG, TAIWAN ET COREE DU SUD).

LE CONSEIL EST CONVENU DE SE PRONONCER A SA SESSION DU 8 DECEMBRE SUR :

- LA DEFINITION DES PLAFONDS GLOBAUX INTERNES POUR L'ENSEMBLE DES PAYS FOURNISSEURS A BAS PRIX ET POUR TOUS LES PRODUITS SENSIBLES,
- LE REGIME APPLICABLE AUX PAYS PREFERENTIELS EN 1982 (LA COMMISSION REMETTRA RAPIDEMENT UNE NOUVELLE PROPOSITION).

### 3.7 SPG 1982

-----

LE CONSEIL A DISCUTE AU COURS DE CES DEUX DERNIERS MOIS LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION SUR LA MISE EN OEUVRE DU REGIME SPG APPLICABLE EN 1982. IL DEVRA PRENDRE SA DECISION FINALE AU COURS DE LA REUNION DES 7/8 DECEMBRE APRES QUE LE PARLEMENT EUROPEEN AURA DONNE SON AVIS AU COURS DE LA SESSION QUI SE TIENT ACTUELLEMENT.

ON PEUT DEJA INDIQUER QUE LES MODIFICATIONS POUR 1982 SERONT RELATIVEMENT MODESTES. DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL, IL Y AURA UN LEGER CHANGEMENT DANS LA COMPOSITION DE LA LISTE DES PRODUITS SENSIBLES (LISTE A), UNE AUGMENTATION DU MONTANT DES CONTINGENTS ET DES PLAFONDS SUIVANT LA SENSIBILITE DES PRODUITS ENTRE 5 ET 15 O/O (TOUTEFOIS, CERTAINS MONTANTS SERONT GELES) ET L'INCLUSION DE QUELQUES PRODUITS EN PROVENANCE DE LA ROUMANIE ET DE LA CHINE.

DANS LE SECTEUR AGRICOLE SERONT INCLUS 14 NOUVEAUX PRODUITS DONT 10 AU BENEFICE EXCLUSIF DES PMA. EN OUTRE, DES AMELIORATIONS SONT APPORTEES A LA MARGE PREFERENTIELLE D'UN CERTAIN NOMBRE DE PRODUITS.

AUCUN CHANGEMENT DANS LE SECTEUR DES TEXTILES NI POUR LES PRODUITS CECA.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

4.1 UNION EUROPEENNE

LORS D'UNE REUNION CONJOINTE LE 17 NOVEMBRE DU CONSEIL ET DES MINISTRES REUNIS DANS LE CADRE DE LA COOPERATION POLITIQUE, M. GENSCHER ET M. COLOMBO ONT PRESENTE L'INITIATIVE ITALO-ALLEMANDE SUR L'UNION EUROPEENNE. L'INITIATIVE A EU UN ACCUEIL GENERALEMENT FAVORABLE ET IL A ETE DECIDE DE TRANSMETTRE CES TEXTES AU CONSEIL EUROPEEN POUR UNE DECISION DE PROCEDURE.

POUR SA PART LA COMMISSION A ARRETE MERCREDI SA PREMIERE POSITION A L'EGARD DE CETTE INITIATIVE QUI TEND A L'ADOPTION D'UN ACTE EUROPEEN. M. GENSCHER ET COLOMBO ONT PRESENTE CETTE INITIATIVE LE JOUR MEME A STRASBOURG. LA COMMISSION S'Y EST DONC EXPRIMEE POSITIVEMENT SUR LA PROPOSITION ITALO-ALLEMANDE. CELLE-CI SOULIGNE NOTAMMENT QUE LES COMMUNAUTES SONT LA BASE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE ET RECOMMANDE DE NOUVEAUX PROGRES DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE, EN MEME TEMPS QU'ELLE VISE A RENFORCER LA COOPERATION POLITIQUE ET A ETENDRE LA COOPERATION DANS DE NOUVEAUX SECTEURS COMMUNS, COMME LA SECURITE, LA CULTURE ET LA JUSTICE. ELLE PREVOIT EGALEMENT UN CERTAIN RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DES COMMUNAUTES, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE PARLEMENT.

LA COMMISSION EST DECIDEE A COOPERER ACTIVEMENT A LA MISE AU POINT DE L'ACTE EUROPEEN. ELLE S'EFFORCERA DE RENFORCER SON CONTENU ET VEILLERA AUSSI A Y INTRODUIRE TOUTES LES CLARIFICATIONS INSTITUTIONNELLES QUI SERAIENT UTILES.

4.2 REPRESENTATIONS EXTERIEURES

LE CRP A EMIS LE 18.11 UN AVIS POSITIF SUR L'OUVERTURE D'UNE DELEGATION DE LA COMMISSION A NEW DELHI DANS LE CADRE DU BUDGET 1982 ET EST CONVENU DE PRENDRE EN CONSIDERATION EN 1983 LA DEMANDE DE LA COMMISSION CONCERNANT BRASILIA DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME A MOYEN TERME.

4.3 DIRECTION GENERALE DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION

LA COMMISSION A NOMME RICHARD HAY, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DU PERSONNEL ET DE L'ADMINISTRATION.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR

\*  
FURCOM WSH  
21877 COMEU B